

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 31 mai 2016

Chancellerie d'Etat

**25 2015.RRGR.1149 Motion 301-2015 PS-JS-PSA (Wüthrich, Huttwil)
Faire la transparence: financement des partis par le canton**

N° de l'intervention: 301-2015
Déposée le: 25.11.2015
Déposée par: PS-JS-PSA (Wüthrich, Huttwil)
(porte-parole)
PS-JS-PSA (Marti, Berne)
PS-JS-PSA (Aebersold, Berne)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 513/2016 du 04.05.2016
Direction: CHA

Faire la transparence: financement des partis par le canton

Le Conseil-exécutif est chargé

- a. de soumettre au Grand Conseil des bases légales prévoyant l'introduction d'un système cantonal de financement des partis ;
- b. d'obliger les communes à mettre gratuitement à la disposition des partis des espaces d'affichage pour les campagnes référendaires et électorales.

Développement :

Les partis contribuent pour une part importante au fonctionnement du régime démocratique. La Constitution fédérale décrit leur mission en ces termes : « Les partis politiques contribuent à former l'opinion et la volonté populaires. » La législation fédérale et la législation cantonale prévoient en outre que les partis sont invités à prendre position sur les projets de loi et les autres projets importants. Ils ont en outre pour tâche de recruter des candidats et des candidates aux charges publiques, de contribuer à la formation de l'opinion sur les dossiers politiques et de participer à la procédure de consultation.

La société et l'Etat profitent de ces prestations à divers égards. Pourtant, l'Etat n'indemnise pas le travail accompli par les partis. Quelques rares citoyens et citoyennes financent les partis par leurs cotisations de membre et par des dons. Des entreprises mettent aussi parfois la main à la poche. D'une manière générale toutefois, la société ne soutient qu'insuffisamment le travail des partis. Or, celui ou celle qui prend la carte d'un parti le fait pour l'engagement politique et pas pour la collecte de fonds.

Certaines communes versent une contribution aux partis. Le but de la présente motion, c'est que le canton finance les sections cantonales des partis. Les conditions à remplir seront laissées très vagues. On pourrait imaginer que seuls les partis ayant recueilli au moins un pour cent des suffrages lors de l'élection du Grand Conseil bénéficient du soutien du canton.

Le montant des ressources financières ou autres à disposition du parti est un facteur de réussite décisif, outre l'attrait de ses candidats et candidates, ses prestations, les valeurs qu'il défend, ses objectifs et les thèmes qu'il traite. C'est la raison pour laquelle la répartition des moyens est si importante si l'on veut que la campagne électorale soit équitable et que le résultat, soit la couleur politique du parlement, soit admis par tous.

Outre les aides financières, un système d'affichage efficace peut être très utile pour les partis. Quelques communes leur proposent des espaces d'affichage. Cette offre devrait être généralisée. On pourrait prendre comme chiffre de référence le nombre d'habitants et d'habitantes de la commune.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif s'est déjà exprimé sur la question de la transparence du financement des partis dans sa réponse à la motion 299-2015 « Financement des partis : faire la transparence », déposée en même temps que la présente.

La motionnaire souligne à juste titre le rôle important que jouent les partis dans le système politique. Tout comme la Constitution fédérale, la Constitution cantonale déclare à l'article 65 que les partis contribuent à former l'opinion et la volonté publiques et énonce le principe selon lequel le canton et les communes peuvent les soutenir dans l'accomplissement de cette tâche. Le constituant a toutefois renoncé à leur imposer l'obligation de soutenir les partis.

Diverses interventions parlementaires ont été déposées aux *Chambres fédérales* pour réclamer l'introduction d'un système de financement direct des partis ou des campagnes électorales par l'Etat¹ ; toutefois, il n'existe toujours pas de dispositions légales réglant le financement des partis. Le Conseil fédéral s'est toujours déclaré opposé à la réglementation du financement des partis. Pour appuyer ce rejet, il invoque l'argument des particularités du système politique de la Suisse. Dans un régime de démocratie directe caractérisé par des votations populaires fréquentes, les partis ne sont pas les seuls acteurs de la vie politique. Le système de milice est une autre originalité qui distingue la Suisse d'autres pays (pratiquant le financement des partis)². Le financement indirect des partis par la contribution allouée aux groupes de l'Assemblée fédérale en vertu de la loi du 18 mars 1988 sur les moyens alloués aux parlementaires (LMA ; RS 171.21) est la seule aide fournie par la Confédération. Le montant de base versé aux groupes s'élève à 144 500 francs, celui versé par député, à 26 800 francs³. Les groupes sont tenus de remettre un rapport à la Délégation administrative de l'Assemblée fédérale sur l'utilisation des contributions. Les partis reçoivent d'autres aides financières indirectes de l'Etat, autrement dit des prestations pécuniaires, sous forme d'allégements et d'avantages⁴. Le droit fédéral autorise ainsi les contribuables à déduire de leurs impôts les cotisations et les versements aux partis : les personnes morales et les personnes physiques peuvent déduire 10 000 francs au maximum au titre des charges justifiées par l'usage commercial et de la déduction générale respectivement⁵.

Les *cantons* de Fribourg, Genève et Neuchâtel sont les seuls à avoir un système de soutien public des partis⁶. Dans le canton de Berne également, les partis représentés au Grand Conseil avec suffisamment de députés pour former un groupe bénéficient d'un soutien indirect par les subventions versées aux groupes : une contribution de base de 24 000 francs par an, plus une contribution de 3500 francs par an et par membre⁷. Mais, à la différence des partis représentés aux Chambres fédérales, les groupes du Grand Conseil bernois n'ont pas de comptes à rendre. Les cantons prennent par ailleurs en charge le coût d'impression des documents pour l'élection du Conseil national (art. 33 LDP⁸) ainsi que le coût d'envoi des documents de propagande électorale⁹, ce qui constitue une autre aide indirecte pour les partis. En 2015, le canton de Berne a dépensé 470 000 francs pour envoyer les documents de propagande électorale des partis. Le droit fiscal bernois prévoit en outre la déductibilité des versements aux partis politiques ainsi que l'exonération fiscale des partis ayant des activités dans le canton ou les communes¹⁰. Certaines communes et certains cantons mettent en outre des espaces publicitaires à la disposition des partis, des comités référendaires ou des comités d'initiative avant les élections et les votations, gratuitement ou à un tarif préférentiel (GE¹¹, NE ; Ville de Berne¹²).

Le canton de *Neuchâtel* a modifié en 2013 sa loi sur les droits politiques, qui interdit désormais les dons anonymes et qui oblige les partis politiques à révéler à la Chancellerie d'Etat l'identité des

¹ Cf. Rapport sur l'aide aux partis politiques, FF 1989 I 117, 137 ss.

² Réponses aux motions Glättli 15.3714 « Financement des campagnes menées lors des élections et des votations. De la transparence » et 15.3715 « Financement des partis. De la transparence ». Ces deux motions n'ont pas encore été traitées par le Conseil national (état le 12 avril 2016).

³ Art. 10 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale du 18 mars 1988 relative à la loi sur les moyens alloués aux parlementaires (OMAP ; RS 171.211)

⁴ Cf. Rapport, FF 1989 I 161 s. et 199

⁵ Art. 33, lit. i de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD ; RS 642.11)

⁶ P. ex. sous forme de participation aux frais de campagne électorale ou référendaire (art. 82 de la loi du 15 octobre 1982 sur l'exercice des droits politiques [LEDP ; RSG A 5 05])

⁷ Art. 131, al. 2 du règlement du Grand Conseil du 4 juin 2014 (RGC ; RSB 151.211) ; cf. également art. 125 RGC

⁸ Loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (LDP ; RS 161.1)

⁹ BE : art. 48 et 49 de la loi du 5 juin 2012 sur les droits politiques (LDP ; RSB 141.1) ; GE : art. 81 et 82 LEDP)

¹⁰ Art. 38, al. 1, lit. m de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI ; RSB 661.11) ; art. 83, al. 1, lit. m LI

¹¹ Art. 30 ss LEDP

¹² Cf. art. 19 du règlement du 16 mai 2004 sur la réclame en Ville de Berne [Reglement vom 16. Mai 2004 über die Reklame in der Stadt Bern (Reklamereglement, RR)], SSSB 722.51

personnes leur ayant fait un don à partir d'un certain montant¹³. Mais, par ailleurs, chaque parti représenté au Grand Conseil reçoit 3000 francs par siège.

Dans le canton de *Fribourg*, les partis politiques et les groupes d'électeurs et d'électrices bénéficient d'une aide financière de l'Etat lors des élections fédérales et cantonales. L'aide est accordée à condition que le parti ou le groupe ait recueilli un pourcentage déterminé de suffrages. Les aides sont allouées selon une clé de répartition définie par la loi. Les partis et les groupes n'ont toutefois pas de comptes à rendre¹⁴.

Dans le canton de *Genève*, la loi sur l'exercice des droits politiques prévoit que « l'Etat participe pour un montant variant selon l'importance du scrutin, mais ne pouvant pas dépasser un maximum de 10 000 francs par liste, aux frais électoraux des partis politiques, autres associations ou groupements prenant part à une *élection*, à l'exception de l'élection du Conseil national »¹⁵. Mais ils sont tenus de soumettre leurs comptes annuels au Contrôle cantonal des finances. Tout groupement qui dépose une prise de position lors d'une *votation* fédérale, cantonale ou communale doit en outre soumettre dans les 60 jours au Contrôle cantonal des finances les comptes relatifs à l'opération de vote concernée et la liste complète de ses donateurs. Si les documents requis ne sont pas présentés, l'aide financière n'est pas versée.

Position du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif l'a dit dans sa réponse à la motion 299-2015, il est disposé à étudier la question de la transparence du financement des partis ; il propose d'ailleurs l'adoption sous forme de postulat. Il faudra également examiner quelles seraient les conséquences financières et humaines d'une réglementation cantonale sur la transparence avant de se prononcer sur l'opportunité de nouvelles dispositions légales. Le Conseil-exécutif estime cependant que le canton de Berne peut parfaitement prévoir une telle réglementation sans devoir simultanément instaurer un système de financement direct des partis par l'Etat. Le modèle de soutien des partis politiques que pratiquent actuellement le canton de Berne ainsi que la majorité des cantons et la Confédération est adapté à notre système politique et donne de bons résultats. Du fait du système de milice, les partis politiques ont besoin de moins de ressources financières en Suisse que dans d'autres pays. Un système de financement des partis serait nécessairement associé entre autres à des interdictions, des limites pécuniaires, des règles sur la publication des comptes des partis et des sanctions, autant de dispositions engendrant pour le canton un travail administratif à ne pas sous-estimer. La situation financière actuelle du canton est par ailleurs telle qu'il faut éviter toute dépense supplémentaire. Le Conseil-exécutif est par conséquent hostile à l'élaboration de bases légales élargissant les modalités du financement public des partis.

Quant au second point de la motion, qui veut obliger les communes à mettre gratuitement à la disposition des partis des espaces d'affichage pour les campagnes référendaires et électorales, le Conseil-exécutif relève que les communes peuvent d'ores et déjà parfaitement le faire. Il estime qu'il n'est pas nécessaire de leur imposer une obligation. Leur autonomie, dans le domaine des constructions et de l'aménagement en particulier, doit être respectée et elles doivent rester libres de proposer ou non des espaces publicitaires aux partis et groupements politiques, gratuitement ou à un tarif réduit.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Délibération groupée

Le président. Wir fahren weiter mit den Traktanden 24 und 25, die gemeinsam beraten werden. Dies haben Sie mit dem gestrigen Ordnungsantrag beschlossen. Wir führen eine freie Debatte. Der Regierungsrat beantragt bei Traktandum 24 die Annahme als Postulat, und das Traktandum 25 lehnt er ab. Ich bitte die Autoren der beiden Vorstösse, sich anzumelden.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich werde sprechen, sobald es im Saal ein wenig leiser geworden ist. (*Le*

¹³ Loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (transparence du financement des partis politiques, des campagnes électorales et de votations) ; Feuille officielle numéro 42, du 18 octobre 2013 ; art. 133a ss LDP

¹⁴ FR : Loi du 22 juin 2001 sur la participation de l'Etat aux frais de campagne électorale (LPFC ; RSF 115.6)

¹⁵ GE: Art. 82 LEDP

président agite a cloche.) Das Thema Transparenz bei der Finanzierung politischer Aktivitäten ist immer wichtiger geworden, je offensichtlicher die ungleichen Spiesse zwischen den Parteien sind. Es ist in einer demokratischen Gesellschaft äusserst stossend und inakzeptabel, dass man sich, wenn man genügend Geld hat, Wahlen und Abstimmungen erkaufen kann. Die Demokratie wird unterlaufen. (*Le président agite sa cloche.*) Daher unsere Forderung, Zahlungen an politische Parteien ab einer bestimmten Höhe offenzulegen. Es ist nötig, dass wir uns Regeln geben. Diese werden die ungleichen Zahlungen an die Parteien nicht einfach verhindern – Spenden in normalem Ausmass sind ja auch nichts Schlechtes. Doch diese Zahlungen sollen transparent ausgewiesen werden. Die Parteien leisten für unsere Gesellschaft eine enorme Arbeit. Sie fördern den Meinungsbildungsprozess, leisten politische Bildung, bringen Ideen und Anliegen aus der Bevölkerung ein und hinterfragen das Bestehende kritisch. Wir wollen, dass die politischen Parteien ihre Arbeit unabhängig leisten können. Sie sollen nicht abhängig sein von Geldgebern, die dafür eine Gegenleistung verlangen. Wir wollen in der Politik einen Wettbewerb der guten Ideen haben und nicht einen Wettbewerb der finanziellen Möglichkeiten.

Unsere Motion zur Parteienfinanzierung ist das kantonale Pendant zur nationalen Transparenz-Initiative, die von verschiedenen Parteien und Gruppierungen gemeinsam lanciert wurde. Wir haben diese Motion nach den nationalen Wahlen letztes Jahr eingereicht, als offensichtlich wurde, welche unterschiedliche finanzielle Mittel für den Wahlkampf eingesetzt wurden. Eine Auswertung der bezahlten Werbung im Wahlkampf 2015 für Printprodukte, Internet und Plakatwerbung hat ergeben, dass die SVP schweizweit 10,6 Mio. Franken ausgegeben hat, und die FDP 9,1 Mio. Franken. Danach geht es rapide bergab: Es folgen die CVP mit 3,3 Mio. Franken, die SP mit 2,5 Mio. Franken, die glp mit 1. Mio. Franken und die Grünen und die BDP mit je 0,9 Mio. Franken. Es gibt somit frappante Unterschiede. Darüber müssen die Wählerinnen und Wähler informiert sein. Wer nichts zu verbergen hat, legt seine Bücher und seine Spenden, seine Einnahmen und Ausgaben offen. Die Schweiz ist mittlerweile der einzige der 48 Mitgliedsstaaten des Europarats, der keine Gesetzgebung zur Parteienfinanzierung kennt. Dies wird uns auf internationaler Ebene angekreidet. Sowohl die Eidgenossenschaft wie auch die Kantone sind dazu aufgefordert, diese Transparenz herzustellen. Die Kantone Tessin, Genf und Neuenburg haben einen Anfang gemacht und bereits solche Gesetze geschaffen. Es würde dem Kanton Bern gut anstehen, diese Sache an die Hand zu nehmen.

Die Regierung ist bereit, einen Gesetzesentwurf vorzulegen. Wir danken für diese Bereitschaft. Dies ist eine gute Voraussetzung. Ergreifen wir doch jetzt im Grossen Rat die Gelegenheit, und erteilen wir ihr diesen Auftrag. Die genaue Ausgestaltung des Gesetzes können wir noch beraten. Es ist uns auch klar, dass es nicht um Kleinspenden geht, sondern um Zahlungen ab einer bestimmten Höhe. Im Gespräch mit den verschiedenen Fraktionen haben wir erfahren, dass viel Sympathie für dieses Anliegen der transparenten Politikfinanzierung vorhanden ist. Allerdings wird ein Postulat bevorzugt, damit die Regierung bei der Formulierung eines Gesetzesentwurfs freier ist. Wir sind bereit, auf diese Präferenz einzugehen, und wandeln den Vorstoss mit der Traktandennummer 24 deshalb in ein Postulat. Danke für Ihre Unterstützung.

Le président. Ich übergebe das Wort an Adrian Wüthrich, der den Vorstoss mit der Traktandennummer 25 vorstellen wird.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Bereits das bestehende Recht kennt die Möglichkeit der Parteienunterstützung. Dies führt der Regierungsrat in seiner Antwort auch aus. Aber liebe Kolleginnen und Kollegen, wahrscheinlich reichen diese Möglichkeiten in Anbetracht der Anforderungen, die heute an die Parteien gestellt werden, und welche auch die öffentliche Hand an die Parteien stellt, nicht mehr aus. Ich erfahre auf nationaler wie auf kantonaler Ebene am eigenen Leib, was es bedeutet, wenn man zu Vernehmlassungsverfahren eingeladen wird. Auf die zahlreichen Vernehmlassungen folgt eine Flut von Vernehmlassungsantworten, die es den politischen Behörden erlauben, entsprechend zu reagieren und Entscheidungen zu treffen. Die Behörden erwarten, dass man ihnen Antworten liefert. Diese Leistungen werden von vielen Verbänden und vor allem von den Parteien kostenlos erbracht. Die Antworten der Parteien sind äusserst wichtig für die Meinungs- und Willensbildung. Die Leistungen der Parteien gehen jedoch noch weiter. Wir dürfen sie in der heutigen Zeit, wo wir immer weniger Leute finden, um alle Ämter unseres Milizsystems zu besetzen, nicht verkennen. Die Parteien sind gewissermassen die «Headhunter» und Personalvermittlungsbüros für diese Ämter. Sie müssen zum Beispiel dafür besorgt sein, dass die 160 Sitze in diesem Rat besetzt werden können. Dahinter steckt viel Arbeit,

liebe Kolleginnen und Kollegen, das wissen Sie alle auch. Diese Arbeit wird einfach so geleistet, ohne dass sie entgolten wird. Ganz wenige Leute in diesem Kanton finanzieren dieses System, und damit die direkte Demokratie. Wir finanzieren sonst alles Mögliche mit unseren Steuergeldern. Aber in diesem wesentlichen Bereich überlassen wir die Finanzierung einer kleinen Personengruppe. Die Mitglieder unserer Fraktion beispielsweise überweisen durchschnittlich 14 Prozent ihres Nettolohns, den sie als Grossrätinnen und Grossräte erhalten, zusätzlich an die Kantonalpartei. Hinzu kommen Abgaben an die lokalen Parteiorganisationen. Wir leisten hier sehr viel und sind der Meinung, dass auch von Seiten des Kantons Bern eine Förderung erfolgen soll. Deshalb dieser Vorstoss.

Im Wahlkreis Oberaargau haben wir ein einfaches System, welches sehr gut funktioniert: Die Gemeinden entrichten einen Obolus pro Einwohner. Nach den Grossratswahlen wird das Geld den Parteien, die Grossratssitze erlangt haben, entsprechend ihrem Wählerinnen- und Wähleranteil zurückgezahlt. Dies ist eine sehr unbürokratische Lösung. Ich denke, dass sie dem Regierungsstatthalter wenig zu tun gibt. Alle Parteien im Oberaargau sind damit einverstanden. Es entlastet sie auch von unnötigen Geldsammelaktionen. Natürlich reicht das Geld nicht ganz, aber es ist eine sehr gute Basisfinanzierung, die den Parteien zugute kommt und diesen ermöglicht, ihre Leistungen im Oberaargau zu erbringen. Soviel zu Punkt a.

Punkt b ist ein Anliegen, welches nicht viel kostet. Der Regierungsrat lehnt auch diesen Punkt ab. Aber es wäre wichtig, dass man den Gemeinden auch von Seiten des Kantons einen Anstoss gibt. Natürlich soll die Gemeindeautonomie gewahrt bleiben, aber man soll den Gemeinden ermöglichen, zu überlegen, ob sie ihren Parteien nicht Plakatflächen zur Verfügung stellen können. Es gibt Gemeinden, die dies auf sehr gute Weise bereits tun, und wo die Parteien wissen, welche Plakatflächen sie kostenlos benützen dürfen. Dies entlastet wiederum das Wahlbudget. Dies wäre eine niederschwellige Möglichkeit für die Gemeinden, ihre Parteien im Wahlkampf zu unterstützen. Die Gemeinden sollen mit den Parteien in Kontakt treten und nach Lösungen suchen. Dies möchten wir mit Punkt b erreichen. Wie gesagt, geschieht dies bereits in vielen Gemeinden und wäre sicher einfach zu verwirklichen. Deshalb bitte ich Sie im Namen meiner Fraktion, die beiden Punkte als Motion zu überweisen, damit wir uns stärker auf die politische Arbeit konzentrieren können.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionen.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Das Miliz-Prinzip ist in unserer politischen Kultur fest verankert. Politikerinnen und Politiker arbeiten grösstenteils ehren- und nebenamtlich. Die politischen Parteien sind für ihre Finanzmittel selber verantwortlich. Sie werden nicht oder nur in bescheidenem Mass durch direkte staatliche Leistungen finanziert. Dieser Zustand hat viele Vorteile, aber auch seine Schattenseiten. Allein durch die Mitgliederbeiträge lassen sich Parteiarbeit und wichtige Aktivitäten wie Wahl- und Abstimmungskampagnen nicht finanzieren. Die Parteien sind deshalb auf Spendengelder angewiesen. Dagegen lässt sich grundsätzlich nichts einwenden. Aber die Notwendigkeit der Mittelbeschaffung kann zu problematischen Abhängigkeiten führen, welche die politische Ausrichtung beeinflussen können. Selten bezahlt jemand viel Geld, ohne dafür eine Gegenleistung zu erwarten. Deshalb finden wir die Forderung, dass die Zuwendungen an Parteien, Interessengruppen, Abstimmungskampagnen und einzelne Kandidierende ab einer bestimmten Höhe offengelegt werden sollen, sinnvoll. Auch ein generelles Verbot anonymer Spenden wäre eine gute Sache.

Für die EVP ist jedoch auch klar, dass mit der Offenlegung der Parteifinzen nicht alle Probleme gelöst werden können. Es wäre wichtig, dass ähnliche Vorschriften auch auf Bundesebene eingeführt würden. Eine kantonale Regelung würde jedoch immerhin einen kleinen Beitrag dazu leisten, die Geldströme, die in Parteien und Kampagnen fliessen, transparenter zu machen. Die Bürgerinnen und Bürger könnten sich dadurch auch ein klareres Bild davon machen, welche Interessen hinter bestimmten Entscheiden und Forderungen von Parteien und PolitikerInnen stehen. Mehr Transparenz liegt jedoch auch im Interesse der Parteien selber: Wer nichts zu verbergen hat, braucht sich nicht vor einer Offenlegung zu fürchten. Mit verstärkter Transparenz können beispielsweise auch Gerüchte und Unwahrheiten beseitigt werden. Mehr Transparenz schafft auch mehr Vertrauen. Vertrauen ist gerade für die Politik und für die Parteien, die in der Öffentlichkeit nicht gerade den besten Ruf geniessen, ein unverzichtbares Kapital.

Eine klare Mehrheit der EVP-Fraktion unterstützt deshalb dieses Postulat. Hingegen lehnt die EVP-Fraktion den zweiten Vorstoss, der die Schaffung rechtlicher Grundlagen für eine kantonale Parteienfinanzierung fordert, ab. Wir wollen keine Parteien, die von staatlichem Manna abhängig sind. Die EVP ist klar der Meinung, dass der Kanton die Parteien mit der Ausrichtung von

Fraktionsbeiträgen und der Übernahme der Versandkosten für das Wahlwerbematerial bereits heute in genügendem Mass unterstützt. Hinzu kommt, dass eine weiter gehende Parteienfinanzierung von der Bevölkerung kaum unterstützt würde. Dies hat jüngst die Diskussion um die Erhöhung der Grossratslöhne klar gezeigt. Die zweite Forderung der Motion betreffend die Plakatierung lehnen wir ebenfalls ab. Die Gemeindeautonomie geht hier ganz klar vor. Es ist nicht Aufgabe des Kantons, den Gemeinden in diesem Bereich Vorschriften zu machen. Jede Gemeinde soll selber entscheiden, ob, und wenn ja, in welcher Form sie die Parteien unterstützen will. Die EVP-Fraktion lehnt die Motion zur Parteienfinanzierung in beiden Punkten einstimmig ab.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Eine Demokratie lebt von der Transparenz. Wir alle wissen, dass auch das Geld in der Politik eine Rolle spielt. Was können wir in dieser Hinsicht von anderen Ländern lernen? Mit Geld wird die Meinungsbildung in der Gesellschaft beeinflusst. Sie kann auch beschädigt werden, wenn politische Entscheidungen gekauft werden, wenn PolitikerInnen als Sprachrohr von Verwaltungsräten deren Interessen vertreten usw. Dieser Schaden wird alle treffen. Es ist darum sehr wichtig, und demokratiepolitisch eigentlich unerlässlich, dass die Finanzierung des Politikbetriebs, der politischen Parteien sowie der Wahl- und Abstimmungskampagnen offengelegt wird. Es soll bekannt gemacht werden, woher wieviel Geld in die Politik einfließt. Es gehört verboten, die Politik durch anonyme Spenden zu finanzieren.

Die Finanzierung der Politik ist in der Schweiz ein Dauerthema, welches die Öffentlichkeit sowohl auf internationaler wie auch auf nationaler und lokaler Ebene beschäftigt. So fordert zum Beispiel Transparency International Schweiz eine umfassende Regulierung der Politikfinanzierung. Die Intransparenz in der Schweizer Politik ist nach Auffassung dieser Organisation ein grosses Defizit des hiesigen politischen Systems. Im Jahr 2006 ist die Schweiz der «Groupe d'états contre la corruption» (GRECO) des Europarats beigetreten. Nun droht ihr, dass sie auf deren Schwarze Liste gesetzt wird. Obwohl die GRECO-Standards seit 2003 vorliegen, hat die Schweiz in dieser Sache bisher keinerlei Schritte unternommen. Die Schweiz ist heute das einzige von 49 europäischen Ländern, das in der Politikfinanzierung keine Transparenzregel kennt. Die Schweiz wurde deshalb von der GRECO und der OECD schon mehrfach gerügt, und ihre Anstrengungen wurden als ungenügend eingestuft.

In der Schweiz gilt die Autonomie der Gemeinden und Kantone. Da auch auf dieser Ebene Wahlen und Abstimmungen durchgeführt werden, ist es wichtig, auch hier Transparenz bezüglich der Parteien-, Wahlen- und Kampagnenfinanzierung besteht und anonyme Spenden verboten werden. Einige Kantone haben die entsprechenden rechtlichen Änderungen bereits vorgenommen. Eine Offenlegungspflicht ab einem bestimmten Betrag, zum Beispiel ab 5000 Franken, für die Finanzierung von Parteien, Wahlen und Abstimmungskampagnen sowie ein Verbot von anonymen Spenden betrachten wir als Kernelement einer funktionierenden Demokratie. Diese Transparenz würde den Schaden, den die Politik in den letzten Jahren erlitten hat, reparieren helfen und das Vertrauen in unser Milizsystem stärken. KritikerInnen behaupten, es sei nicht einfach, diese Offenlegung auf ihre Vollständigkeit zu überprüfen. Deshalb werden sich einige Mitglieder der grünen Fraktion der Stimme enthalten. Doch wir sind davon überzeugt, dass sich der Aufwand lohnt, und dass Transparenz in der Politikfinanzierung sinnvoll ist und unser politisches System in eine gute Richtung voranbringen kann. Die Grünen unterstützen das Postulat und die Motion mehrheitlich mit ein paar Enthaltungen.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Mehr Transparenz ist wünschenswert. Allerdings gilt es, bei der Umsetzung zwischen der Transparenz und dem Schutz der Privatsphäre abzuwägen. Im Gegensatz zum gestrigen Vorstoss, der zumindest bei Punkt 1 keinerlei Flexibilität offen liess, ist der Vorstoss mit der Traktandennummer 24 deutlich offener formuliert. Wir können ihm deshalb zustimmen. Ich möchte aber bereits jetzt darauf hinweisen, wie wir uns eine Umsetzung vorstellen. Ich denke, es ist für uns alle kein Problem, die Bilanz und die Erfolgsrechnung offenzulegen. Wir führen alle Mitgliederversammlungen durch, an denen unsere Basis diese absegnet. Dabei sind auch die Medien anwesend. Dass man keine anonymen Geldköfferchen annimmt, ist wohl eine Selbstverständlichkeit. Auch dies kann man gut gesetzlich regeln. Für uns ist es jedoch wichtig, dass es eine grosszügig bemessene Untergrenze gibt. Gerade bei Kleinspenden, sei es von KMU oder von Einzelpersonen, ist die Privatsphäre hoch zu gewichten. Wenn jemand einer Partei ein paar hundert Franken spendet, darf man auf keinen Fall verlangen, dass dies offengelegt werden muss. Ich denke hier auch an Unternehmer, die vielleicht in einer Region zuhause sind, in der eine andere Partei dominiert als jene, die sie unterstützen. Es darf nicht vorkommen, dass die

Unterstützung einer Partei in einem Milizsystem geschäftsschädigend wirkt.

Gleichzeitig ist es für uns auch wichtig, auf Eigenverantwortung und Selbstdeklaration zu setzen. Es wäre falsch, einen grossen staatlichen Kontrollapparat zu schaffen, um die Offenlegung zu überprüfen. Die Regelung soll stattdessen auf Eigenverantwortung basieren. Man kann zum Beispiel noch festschreiben, dass die Revisionsstelle der jeweiligen Partei, die ja statutarisch vorgesehen ist, diesen Transparenzbericht genehmigen muss. Wenn man so etwas einführt, wäre es zudem wichtig, nicht nur die reinen Geldspenden zu erfassen, sondern auch die indirekte Parteienfinanzierung. Ich denke da auch an all jene Personen, die jetzt in diesem Rat sitzen und die Sitzungsstunden als Arbeitszeit erfassen können. Wenn ein Arbeitgeber, wie beispielsweise eine Gewerkschaft oder ein Verband, seine Mitarbeiter freistellt, während diese im Grossen Rat tagen, dann ist jeder Lohn für diese Arbeitsstunde nichts anderes als eine Parteispende und muss genauso ausgewiesen werden, wie wenn dieses Geld direkt in eine Parteikasse flosse. Da besteht kein Unterschied. So viel zu Traktandum 24. Weil der Vorstoss so offen formuliert ist, können wir ihn trotz unserer Vorbehalte unterstützen.

Zu Traktandum 25 betreffend die Parteienfinanzierung: Diesen Vorstoss lehnen wir klar ab. Er widerspricht dem Milizsystem und der direkten Demokratie. Wir wollen eben gerade keine übermässig starken und reichen Parteien, sondern ein Milizparlament und eine starke direkte Demokratie. Wenn wir diesen Vorstoss umsetzten, würde ein System entstehen, welches entweder unfair oder grotesk wäre. Unfair würde es dann, wenn man es wie in Deutschland handhabt, wo die bestehenden Parteien aufgrund ihrer Grösse Geld bekommen. Dies führt dazu, dass der Status Quo zementiert wird. Die Parteien, die bereits im Parlament vertreten sind, erhalten viel Geld für den Wahlkampf, während neue Parteien oder kleine Gruppierungen einen riesigen Startnachteil haben. Das System würde hingegen grotesk, wenn jede Partei, die sich meldet, Geld bekäme. Dann würden wahrscheinlich neue Parteien wie Pilze aus dem Boden schiessen, weil alle die staatliche Parteienfinanzierung abgreifen wollten. Auch dies wäre nicht sinnvoll. Es ist zudem auch nicht in meinem Sinn, dass ich mit meinen Steuergeldern auf einmal den Wahlkampf der SP oder der SVP finanzieren muss. Ich finde, die Parteien sollen dies selber tun, und nehme an, dass es den Parlamentariern aus den anderen politischen Lagern genau gleich geht. Ich bin auch davon überzeugt, dass man im Kanton Bern sehr wohl Wahlerfolge mit einem beschränkten Budget erzielen kann. Es ist nicht einfach das Geld, das entscheidet. Die guten Argumente stehen nach wie vor im Vordergrund. Punkt 2 des Vorstosses lehnen wir ebenfalls klar ab. Dieser betrifft die Gemeindeautonomie. Es kann nicht sein, dass der Kanton jeder Kleinstgemeinde vorschreibt, dass sie für alle Parteien gratis Plakatständer aufstellen muss. Dies soll jede Gemeinde selber entscheiden. Wichtig ist, dass sie dabei jede Partei gleich behandelt.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Après «Pour tous, sans privilèges», le nouveau slogan du parti socialiste pour les élections de 2019 sera certainement «Faire la transparence». Plus sérieusement, c'est toujours intéressant de voir comme ceux qui possèdent quelque chose ou qui ont un peu réussi sont suspects aux yeux de la gauche. Par contre, quand il s'agit de connaître ceux qui touchent des prestations, alors là, c'est tabou. On verra quelle sera la notion de transparence de cette même gauche lorsque l'on débattrà la semaine prochaine de la motion sur la transmission des listes des bénéficiaires de l'aide sociale aux exécutifs communaux! Concernant les dons, le PLR aurait eu un peu de sympathie pour le point 1 de la motion qui concernait les dons si une variante avec une publication des dons de plus de 10 000 francs avait été présentée de manière claire et précise directement. Pour le financement des partis, depuis la disparition de l'URSS, le rêve égalitaire de la gauche s'est effrité et il ne reste plus guère que la France et son visionnaire gouvernement socialiste comme modèle à suivre – on voit où ils en sont. Les multiples scandales des financements des campagnes électorales chez nos amis français démontrent que le rêve proposé est encore loin d'être la panacée. Quant aux espaces publicitaires, je crois bien que le parti socialiste est aussi présent et actif dans nombre de communes de notre canton, et il ne leur est pas interdit de faire du lobbying et des propositions dans leur commune directement; dans ce sens, cela changera des habituelles propositions et si on introduisait une taxe. Au vu de ce qui précède, le groupe radical va rejeter les deux motions, même la 24 transformée en postulat..

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Les deux motions dont nous débattons visent toutes deux à une augmentation de l'emprise de l'Etat sur les partis au nom d'une certaine conception de la démocratie et de l'égalité de traitement. Abordons tout d'abord la motion Marti. Son adoption impliquerait une réduction de la sphère privée des personnes qui soutiennent financièrement les

partis politiques ainsi qu'une réduction de la sphère privée de ces mêmes partis politiques, un concept que l'on est en droit d'utiliser. Mme Marti et ses co-motionnaires avancent l'argument d'un renforcement de la démocratie. Quelques remarques à ce sujet. Une transparence excessive signifie la fin de la démocratie libérale. Notre société ne s'est déjà que trop avancée dans cette funeste direction. Tout savoir sur tous et tout savoir sur tout finit véritablement par porter gravement atteinte à la dignité et à la liberté des êtres humains. Sans tomber dans le pathos, il convient de répéter avec force qu'une société absolument transparente ne peut être que totalitaire. L'argument du Sonderfall suisse, véritable vilain petit canard dans le domaine de la transparence du financement des partis politiques, n'est pas acceptable. La Suisse est l'un des pays les plus démocratiques d'Europe et du monde. Notons au passage que le système électoral majoritaire pour les pouvoirs législatifs, appliqués par exemple en France ou en Grande-Bretagne, ou encore l'absence des instruments de l'initiative constitutionnelle et du référendum, contreviennent nettement plus à la démocratie véritable que l'absence de transparence au niveau du financement des partis. Très franchement, la Suisse n'a que très peu de leçons à recevoir des institutions internationales et des autres pays européens en matière de démocratie.

Quant aux prescriptions du GRECO, Groupe d'Etats contre la corruption du Conseil de l'Europe, auxquelles se réfèrent les motionnaires, elles n'ont d'aucune manière empêché les financements occultes et illégaux des partis, comme on a pu le constater en France et ailleurs. Le plus intéressant est de constater que de nombreux partis de gauche, du centre et de droite ont eu recours à des financements illégaux au cours des dernières décennies. Il est vrai qu'en Suisse les cantons de Genève, de Neuchâtel, du Tessin ont adopté des règles sur la publication des comptes des partis politiques, mais l'évocation de ces trois exemples peut être retournée contre les motionnaires, puisqu'elle implique que 23 autres cantons, c'est-à-dire la grande majorité des cantons, ne l'ont pas fait. La même remarque s'applique par ailleurs à la motion demandant un financement public direct des partis. En Suisse, seuls trois cantons connaissent un tel système: Fribourg, Genève et Neuchâtel, c'est-à-dire une petite minorité. Finalement, il est intéressant de savoir que malgré les recommandations du GRECO, une autorité suisse aussi pondérée, équilibrée et sage que le Conseil fédéral s'est toujours déclarée opposée à la réglementation du financement des partis.

Concernant plus spécifiquement la motion Wüthrich, notons que: 1. l'Etat finance déjà aujourd'hui de façon indirecte les partis, environ 700 000 francs dans le canton de Berne, 2. un financement complet des partis par l'Etat impliquerait une augmentation de la dépendance des premiers à l'égard du deuxième et 3. l'adoption d'un système de financement tel que demandé par la motion s'accompagnerait inévitablement d'une coûteuse machine bureaucratique. En guise de conclusion, je reprendrai les propos du Conseil-exécutif: «L'opinion qui prédomine, c'est qu'en Suisse, la politique et le financement des partis relèvent de l'engagement privé, et non de l'intervention de l'Etat.» Cela rejoint les paradigmes de base de la démocratie libérale. Pour toutes ces raisons, le groupe UDC rejette ces deux motions à l'unanimité, y compris sous la forme du postulat.

Michael Aebersold, Berne (PS). Nun ist Philippe Müller nicht mehr im Saal, wo es um echte Transparenz geht. Es kommt mir ein wenig vor wie beim Bankgeheimnis: Man wehrt sich und wehrt sich gegen die Aufhebung, bis es irgendwann nicht mehr geht. Wahrscheinlich haben Sie alle auch einen Briefumschlag mit dem Titel «Aufgepasst: Kündigung droht!» erhalten. Es handelt sich um ein anonymes Schreiben im Zusammenhang mit den Abstimmungen vom 5. Juni. Ich habe nicht schlecht gestaunt, dass ein solches Schreiben schweizweit verteilt wird, ganz abgesehen von seinem diffamierenden und unrichtigen Inhalt. Ich habe mich gefragt, wer hinter einer solchen Aktion steht. Die zweite Frage lautet, wer diese finanziert hat. Das interessiert mich. Vielleicht weiss es Thomas Fuchs. Es geht nicht einmal um gleich lange Spiesse, sondern ganz einfach darum, dass man die politischen Auseinandersetzungen mit offenem Visier ausficht. Dies ist hier nicht der Fall. Das gilt für alle Abstimmungen und Wahlen. Ich will zumindest wissen, wer die Plakate für die Regierungsrats-Ersatzwahlen bezahlt hat. Die flächendeckend verteilten Neujahrsgüsse, die wir vor Weihnachten erhielten, haben mich gefreut. Was haben diese gekostet? Wer hat sie finanziert? Dies sind Fragen, die mich, aber wahrscheinlich auch die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, interessieren.

Es ist offensichtlich, dass die Schweiz in Sachen Offenlegung ein Entwicklungsland ist. Es geht beim vorliegenden Vorstoss um moderate Forderungen. Sie müssen den Text genau lesen. Es geht nicht um Kleinspenden. Es geht nicht um die Leute, die Ihnen 200 Franken für einen Wahlkampf spenden. Wir sprechen von Beträgen ab 5000 oder 10 000 Franken. Das alte Lied vom hohen administrativen Aufwand passt nicht hierher.

Zu Traktandum 25: Wenn zum Beispiel der FC Basel gegen Madrid spielt, haben auch nicht beide dieselbe Ausgangslage. Mit diesem Vorstoss wollen wir die Spiesse ein wenig gleicher machen. Es ist auch nicht wahr, dass wir das Milizsystem über den Haufen werfen und alle hier Anwesenden mit hohen Löhnen entschädigen wollen. Es geht vielmehr darum, dass man Beiträge erhält, um zum Beispiel ein Parteisekretariat zu unterhalten oder eine Kampagne zu führen. Ich bitte Sie, die beiden Vorstösse zu unterstützen.

Vania Kohli, Berne (PBD). Die Fraktionserklärung der BDP ist wie immer kurz und bündig: Die BDP-Fraktion unterstützt den Vorstoss mit der Traktandennummer 24 grossmehrheitlich. Was die Argumentation betrifft, kann ich auf die glp verweisen. Hingegen lehnen wir den Vorstoss mit der Traktandennummer 25 einstimmig ab. Wir finden, dass die heutige Parteienfinanzierung adäquat ist. Weiter sind wir absolut dagegen, dass sich der Kanton in die Gemeindeautonomie einmischet.

Le président. Wir kommen zu den Einzelsprechern.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die Regierung hat mit der Annahme des Vorstosses «Offenlegung der Politikfinanzierung» als Postulat signalisiert, dass hier Handlungsbedarf besteht, und dass man bereit ist, diese Frage anzuschauen. Ich denke, wir sind auf dem richtigen Weg, wenn wir hier erst einmal eine Auslegeordnung vornehmen. Es geht auch darum, zu schauen, was wir daraus lernen können, dass wir in letzter Zeit von verschiedenen übergeordneten Gremien gerügt wurden. Auch die Parteienfinanzierung müsste man im Rahmen derselben Überprüfung anschauen, da die beiden Vorstösse in verschiedener Hinsicht zusammenhängen. Der Regierungsrat schreibt in der Antwort auf die Motion mit der Traktandennummer 25, dass die Fraktionen einen Grundbeitrag pro Jahr sowie einen zusätzlichen Beitrag pro Mitglied erhalten und über die Verwendung dieser Mittel keine Rechenschaft ablegen müssen. Diese fehlende Transparenz wird beanstandet. Dies zeigt doch, dass es einerseits um die Finanzierung geht, aber andererseits auch um die Transparenz bei der Verwendung der Mittel. Die Regierung verweist in ihrer Antwort auch auf Artikel 65 unserer Kantonsverfassung, in welchem die Rolle der politischen Parteien als Trägerinnen des Systems explizit erwähnt wird. Absatz 2 dieses Artikels lautet: «Kanton und Gemeinden können die Parteien bei dieser Aufgabe unterstützen.» Dies bezieht sich auf die Teilnahme an Wahlen, aber auch auf ihre Rolle als wichtige Akteure im politischen Prozess. Weiter steht in der Verfassung, dass Kanton und Gemeinden die Parteien bei dieser Aufgabe unterstützen können, doch dies wird auf Gesetzesstufe nicht konkretisiert. Wir finden es richtig, dass man genauer schaut, mit welchen Mitteln man die politischen Parteien unterstützen kann. Die grüne Fraktion wird diesen Vorstoss grossmehrheitlich unterstützen, weil wir wünschen, dass genau überprüft werden soll, wie eine solche Unterstützung aussehen könnte. Der Regierungsrat schreibt ferner in seiner Antwort, dass die Parteien in einem Milizsystem weniger auf finanzielle Unterstützung angewiesen seien. Diese Meinung teilen wir nicht ganz. Gerade in unserem direktdemokratischen System, wo den Parteien eine spezielle Funktion zukommt, braucht es diese Unterstützung. Wir wollen kein System, wie es Österreich, Frankreich oder Deutschland kennen. Was wir wollen, ist vielmehr eine Parteienunterstützung à la suisse oder à la bernoise. Deshalb unterstützen wir diesen Vorstoss grossmehrheitlich.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Sie kennen mich: Ich bin einer, der sich die Dinge merkt, die andere sagen, und der sich daran stört, wenn nicht stringent argumentiert wird. Es ist keine Stunde her, seit Philippe Müller hier im Grossen Rat gesagt hat, es werde gemauschelt und geklüngelt, und der Wähler wisse nichts davon und könne sich auch nicht dagegen wehren. Er erwarte, dass all jene, welche hier im Rat Transparenz forderten, seinen Vorstoss unterstützten. Leider ist Philippe Müller im Moment nicht hier im Saal. Ich hoffe nun, dass all jene, die seinen Vorstoss unterstützt haben, die beiden jetzt zur Debatte stehenden Vorstösse ebenfalls unterstützen, oder zumindest den ersten der beiden. Auch in diesem Bereich wird gemauschelt und geklüngelt, und die Wählerschaft weiss nichts davon und kann sich nicht dagegen wehren. Genau darum geht es. Entweder man ist für mehr Transparenz, oder man ist es nicht. Wer sich nicht entscheiden kann, hält lieber die Klappe.

Christoph Auer, chancelier. Der Regierungsrat beantragt, die Motion mit der Geschäftsnummer 2015.RRGR.1146 als Postulat anzunehmen. Wie schon gesagt wurde, verlangt dieser Vorstoss nicht, dass alle Parteien die gleich langen Spiesse erhalten. Es wird nicht gefordert, dass alle über

die gleichen Mittel verfügen. Es soll lediglich Transparenz hinsichtlich der Herkunft der Mittel geschaffen werden, welche die Parteien für die Finanzierung von Wahlkämpfen und Abstimmungskampagnen einsetzen. Der Regierungsrat teilt dieses Anliegen. Es ist wichtig, dass in diesem Bereich Transparenz herrscht. Die Wählerinnen und Wähler und die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger sollen wissen, womit sie es zu tun haben und wen oder was sie unterstützen. Es geht nicht darum, dass, wie Grossrätin Graber gesagt hat, eine «gläserne Gesellschaft» geschaffen werden soll, in welcher nichts mehr geheim und vertraulich ist. Nein, es geht um unsere demokratischen Rechte, um die Mitwirkung im Staatswesen. In diesem Bereich liegt die Transparenz im Interesse aller. Deshalb empfiehlt der Regierungsrat den Vorstoss zur Annahme als Postulat. Als Postulat deshalb, weil wir zuerst, wie gesagt wurde, eine Auslegeordnung machen müssen. Wir müssen die verschiedenen Möglichkeiten genau evaluieren. Dann muss auch einbezogen werden, was auf Bundesebene geschieht. Es werden gerade Unterschriften für eine eidgenössische Volksinitiative zu diesem Thema gesammelt. Deshalb wäre es wenig zielführend, die aufgeführten Punkte in Form einer Motion zu überweisen.

Nun komme ich zum zweiten Vorstoss betreffend die Parteifinanzierung mit der Geschäftsnummer 2015.RRGR.1149. Der Regierungsrat beantragt, diesen abzulehnen. Es ist nicht so, dass nichts getan wird, um die Parteien zu unterstützen. So werden zum Beispiel bereits heute Fraktionsbeiträge bezahlt. Weiter sind die Parteien schon jetzt steuerbefreit. Wer Zuwendungen an Parteien leistet, kann diese von den Steuern absetzen. Ich darf offen sagen, dass eine weiter gehende Unterstützung aus finanzpolitischer Sicht nicht drin liegt. Wir müssen uns überlegen, wie wir die beschränkten Mittel am besten für das Gemeinwohl einsetzen können. In dieser Situation hat aus Sicht der Regierung eine staatliche Parteienfinanzierung nicht die oberste Priorität. Deshalb beantragt der Regierungsrat, diesen Vorstoss abzulehnen.

Le président. Die Motionärinnen und Motionäre wünschen das Wort offenbar nicht mehr. Ich habe auch keinen Antrag auf eine punktweise Abstimmung gehört. Somit stimmen wir zuerst über Traktandum 24 ab. Dieser Vorstoss wurde in ein Postulat gewandelt. Wer dem Postulat zustimmen möchte, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion 299-2015)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Ja	85
Nein	64
Enthalten	0

Le président. Sie haben dem Postulat zugestimmt. Wir kommen zu Traktandum 25. Es handelt sich um eine Motion. Wer dieser Motion zustimmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion 301-2015)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	47
Non	96
Abstentions	5

Le président. Sie haben die Motion abgelehnt. Somit haben wir die Geschäfte der Staatskanzlei zu Ende beraten. Ich wünsche dem Herrn Staatsschreiber einen schönen Tag und danke ihm für seine Anwesenheit.